



Le MoU du jour de l'an 2024 au prisme de l'hostilité séculaire entre Somaliens et Éthiopiens

Plan

Introduction	3
1. Contexte précédent le MoU	4
2. Structuration des rapports entre la Somalie et l'Éthiopie	6
2.1. L'expansionnisme abyssin depuis Ménélik II	6
2.2. Du djihadisme expansionniste à l'irrédentisme somali	7
2.3. Le rêve d'un renouveau de l'expansionnisme abyssin avec Abiy	8
3. Jeux des acteurs autour du MoU	9
4. Les scénarios possibles	11
4.1. L'annulation pure et simple du MoU	11
4.2. La survie partielle du MoU	12
4.3. La guerre des ports	12
Conclusion	13

Introduction

Vers la fin de la journée du jour de l'an 2024, une courte vidéo mettant en scène le Président somalilandais, Muse Bihi Abdi, et le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed Ali, devant un parterre d'officiels et de journalistes est lancée sur les réseaux sociaux. Muse Bihi annonce la couleur : « *Aujourd'hui, nous sommes le 1^{er} janvier 2024. Nous avons la chance de signer un MoU avec le gouvernement fédéral éthiopien. Comme vous le savez, chaque président pense avant tout aux intérêts de son peuple. Le premier ministre fédéral éthiopien nous a sollicité pour signer ensemble une entente afin d'obtenir un espace en mer pour installer son armée puisqu'ils ont une marine et nous en tant que Somalilandais nous recherchions depuis longtemps auprès de l'Éthiopie et de sa nation qu'on nous reconnaisse en tant que nation* »². Il ajoute quelques précisions et justifications sur les modalités et finalités de l'entente en question. Le ton est hésitant et cafouilleux. Abiy Ahmed prend la parole, visiblement gêné par les dires de son hôte, et marmonne quelques mots sur la portée de cette entente pour l'Éthiopie qui lui garantirait l'accès maritime tant recherché et mérité. Les deux hommes ne disent certainement pas la même chose mais c'est fait, chacun cherchant à parler avant tout à son public.

L'annonce et la mise en scène font l'effet d'une bombe dans l'ensemble des pays de la corne de l'Afrique et au-delà. Il faut dire qu'Abiy avait habitué les Éthiopiens et la région à ses déclarations fracassantes sans lendemain, notamment, depuis juillet 2023, ses menaces répétitives à l'adresse des pays de la corne sur la nécessité d'un accès maritime propre à l'Éthiopie. Personne ne le prenait au sérieux compte tenu de ses difficultés politiques, sécuritaires et économiques internes. En revanche, le geste de Muse Bihi était incompréhensible. Ce dernier qui, deux jours plus tôt, avait pris part à Djibouti à la reprise du dialogue entre la Somalie et le Somaliland en présence du Président somalien et sous la houlette du Président djiboutien. A l'issue de sa rencontre avec le Président somalien, un communiqué largement positif sur les pourparlers et annonçant leurs poursuites avait été partagé avec les médias. Tout portait à croire à un rapprochement inédit entre Hassan Sheikh Mohamud et Muse Bihi et l'événement était perçu comme une victoire diplomatique pour Djibouti.

La Somalie a vigoureusement protesté et engagé un large processus diplomatique auprès de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux pour les sensibiliser sur les dangers de cette entente et les amener à condamner le geste de l'Éthiopie. Conscients que cette entente n'a aucune valeur juridique au regard du droit international et le Somaliland étant bien une région de la Somalie, des nombreux pays et organisations internationales ont rappelé l'importance du respect de l'unité de la Somalie, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. Aucun pays ni aucune organisation ne se hasarda à appuyer cette entente. La Somalie engrange prudemment les succès diplomatiques. Le gouvernement éthiopien s'est retrouvé isolé diplomatiquement mais continue de s'entêter quant à la validité de cette entente.

¹ Un MoU (Memorandum of Understanding) est un protocole d'accord ou une entente en français.

² Déclaration de Muse Bihi à Addis-Abeba le 1^{er} janvier 2024 en conférence de presse avec Abiy Ahmed.

Cette montée soudaine des tensions entre la Somalie et l'Éthiopie n'est pas sans rappeler l'histoire millénaire agitée entre Somalis et Abyssins faite de rivalités confessionnelles et idéologiques et de conflits territoriaux. Nous arguons que ce qui passe actuellement entre la Somalie et l'Éthiopie ne pourrait être compris sans la prise en compte de l'histoire longue de leurs relations. Ces antécédents historiques et la suspicion omniprésente qu'ils engendrent compliquent toute appréhension de la situation présente et la recherche d'un rapprochement apaisé entre les deux parties. Une méfiance mutuellement assumée s'actualise à chaque différend et le risque d'escalade n'est jamais très éloigné. D'où la nécessité de prendre en considération ces tendances historiques qui cimentent leurs relations. Ainsi, se justifie le cheminement de l'analyse de la présente note qui naviguent tantôt dans la profondeur historique des liens entre Somaliens et Éthiopiens tantôt dans le contexte actuel de cette entente. L'analyse s'appuie sur la méthode des scénarios pour entrevoir les futurs possibles de ces tensions émergentes sans pessimisme exagéré et sans optimisme naïf.

1. Contexte précédent le MoU

Hassan Sheikh Mohamud, revenu au pouvoir à Mogadiscio en mai 2022, a érigé la lutte contre Al-Shabaab comme la priorité de son mandat dans la perspective du retrait annoncé pour décembre 2024 de l'ATMIS (African Union Transition Mission in Somalia). Entre temps, il devrait constituer des forces armées somaliennes en mesure de prendre la relève et d'assurer la sécurité du pays. Bien que les résultats restent mitigés sur le terrain de la lutte contre Al-Shabaab, cette mission est bien accueillie par les pays de la région et par la communauté internationale dont les Etats-Unis. Ses mésententes politiques avec les présidents de certains États fédérés, son pouvoir solitaire critiqué régulièrement de malversations et sa controversée réforme de la constitution l'affaiblissent et les Somaliens lui reprochent d'avoir sapé les acquis institutionnels hérités de son prédécesseur. Tous ses anciens amis de l'opposition d'hier sont devenus ses pires détracteurs aujourd'hui. Toutefois, il a bénéficié du travail entamé par l'administration précédente en matière d'annulation de la dette somalienne et de la levée de l'embargo onusien sur les armes pour la Somalie. Sur le plan de la région, il a poursuivi la coopération militaire avec l'Érythrée tissée par son prédécesseur, s'est rapproché de Djibouti mais a mis un terme avec la proximité avec l'Éthiopie d'Abiy.

En Somaliland, le conflit de Las Anod entre l'armée et la rébellion sécessionniste et fédéraliste en 2023 a débouché sur la victoire de cette dernière et la proclamation d'un nouvel État fédéré de la Somalie, le SSC-Khatumo³. La perte de Las Anod et les pressions d'une nouvelle rébellion armée, toujours en 2023, depuis la montagne de Gacan-Libaax opposée à la tentation autoritaire de Muse Bihi qui chercherait à s'accrocher au pouvoir par tous les moyens ont sérieusement affaibli son pouvoir. Après Las Anod, une autre guerre civile beaucoup plus meurtrière a été évitée de justesse avec la mobilisation et la médiation des milieux d'affaires et des chefs traditionnels qui ont proposé l'organisation simultanée de l'élection présidentielle et

³ Déclaration de Las Anod du 5 février 2023. SSC-Khatumo est composée de trois régions : Sool, Sanaag et Cayn.

de celle des partis politiques⁴. Un compromis accepté aussitôt par les deux partis politiques de l'opposition et plus tard presque à reculant par Bihi à la condition de mettre fin à cette rébellion de la montagne Gacan-Libaax. Lui l'adepte de la manière forte, le militaire de carrière, a échoué par deux fois par les armes à imposer sa volonté à ses belligérants et adversaires politiques. S'il a accéléré et seulement sur le plan discursif la recherche de la reconnaissance du Somaliland, puisqu'aucun pays ne le reconnaît, son tempérament fonceur et autoritaire a desservi la cause qu'il croyait servir. L'avenir politique de Muse Bihi, arrivé au pouvoir en décembre 2017, semble compromis et l'opposition somalilandaise qui contrôle déjà le parlement et la mairie d'Hargeisa se trouverait aux portes de la présidence.

En Éthiopie, après deux années de guerre civile entre, d'une part, les forces du gouvernement fédéral soutenues par l'armée érythréenne et la milice Fano des Amharas et, d'autre part, les troupes du TPLF (Tigray People's Liberation Front), un accord de cessation des hostilités plus connu sous l'Accord de Prétoria est signé en novembre 2022 sous l'égide de l'Union Africaine. L'accord signé entre le gouvernement fédéral éthiopien et le TPLF n'est pas du goût des alliés Érythréens et Amharas. L'Érythrée n'a toujours pas complètement retiré ses troupes de la région du Tigré et la milice Fano continue d'occuper une partie frontalière de la région Amhara. Si le conflit a cessé et que le TPLF a accepté de se désarmer partiellement, les obligations du gouvernement fédéral se mettent lentement en œuvre, particulièrement, en matière d'aides humanitaires à la région et la restauration des services de base. La guerre a fait plusieurs centaines de milliers de morts, occasionné des conséquences humanitaires désastreuses, ravagé la région du Tigré en particulier et fragilisé l'économie éthiopienne avec une baisse du taux de croissance, une inflation galopante, l'explosion du budget militaire et l'augmentation de la dette publique.

Sur fond de mésententes politiques et sécuritaires, principalement, le refus du Fano de se retirer des zones occupées dans la région du Tigré et son rejet de la décision du gouvernement fédéral du mois d'avril 2023 de démanteler les polices spéciales des États-régionaux⁵ ont entraîné une confrontation militaire directe entre les troupes fédérales et la milice Fano. Aujourd'hui encore, c'est toute la région Amhara qui est devenue un champ de bataille entre l'armée fédérale et le Fano rejoint par une grande partie des éléments de la police spéciale de la région Amhara. De même, les rebelles Oromos du OLA (Oromo Liberation Army) ont accentué leur conflit contre l'armée fédérale depuis l'échec des pourparlers avec le gouvernement à la fin de l'année 2023⁶. En mai 2021, l'OLA est désignée par le gouvernement

⁴ La constitution somalilandaise de 2001 limite le nombre des partis politiques à trois et prévoit leur renouvellement tous les dix ans. Muse Bihi souhaitait organiser, d'abord, les élections pour le renouvellement des partis politiques avant la présidentielle tandis que l'opposition dénonce une manœuvre pour les empêcher de concourir à la présidentielle et de tenter de fausser le jeu électoral en sa défaveur.

⁵ Ce sont des forces paramilitaires régionales plus connues sous l'acronyme amharique de « Liyu police » dans l'État régional somali où elles ont vu le jour en premier en 2007 pour combattre la rébellion somalie ONLF (Ogaden National Liberation Front). Voir le rapport European Institute of Peace, *The Special Police in Ethiopia*, October 2021.

⁶ OLF-OLA, *A Brief Political Manifesto. From Armed Struggle to Prospect for Peace*, January 2023. L'OLA est une faction armée dissidente de l'OLF (Oromo Liberation Front) qui, depuis 2019, après le rapprochement entre l'OLF et le gouvernement fédéral, a préféré poursuivre la lutte armée pour dit-elle l'autodétermination et la liberté du peuple Oromo.

fédéral comme étant une organisation terroriste tout comme le TPLF. Elle s'était alliée au TPLF en août 2021 dans son conflit contre l'armée fédérale. Elle poursuit actuellement ses affrontements avec les troupes fédérales soutenues par les paramilitaires de la région Oromo. Ici aussi une partie de la région Oromo échappe au contrôle du gouvernement fédéral⁷. Au-delà, des conflits entre les différents groupes armés ethniques et l'armée fédérale, c'est toute l'Éthiopie qui est en ébullition, théâtre d'une multitude d'affrontements communautaires meurtriers hors de l'emprise directe du gouvernement éthiopien. Le pays semble au bord de l'explosion.

2. Structuration des rapports entre la Somalie et l'Éthiopie

2.1. L'expansionnisme abyssin depuis Ménélik II

L'histoire de l'Éthiopie contemporaine est jalonnée à partir du XIX^e siècle d'expansions coloniales arrivées à leur apogée sous le règne de Ménélik II, Empereur de l'Éthiopie de 1889 à 1913, et auparavant Roi du Shawa (Shoa) entre 1865 et 1888. Ses conquêtes territoriales des peuples du sud et de l'est incluent une grande partie de la région somalie actuelle de l'Éthiopie qui comprenait aussi à l'époque la région de Harar conquise à la fin de l'année 1886. D'ailleurs, Ménélik II se délecte de la conquête de la ville de Harar et le fait savoir aussitôt au Consul anglais basé à Aden, le 20 janvier 1887⁸. Sur le même modèle de la colonisation européenne, se targuant d'une mission civilisatrice des peuples barbares et en équipant ses troupes d'armes modernes acquises auprès des Européens, Ménélik II a constitué un vaste empire depuis les hauts plateaux de l'Abyssinie jusqu'aux basses terres peuplées en grande majorité de populations couchitiques musulmanes. Il a mis à profit l'affaiblissement des Somalis dont le territoire a été divisé entre les colonisations italienne, anglaise et française et les retraits des Ottomans et des Égyptiens pour s'emparer des terres somalies⁹.

Son règne est marqué aussi par une politique de christianisation forcée conjuguée avec une amharisation culturelle¹⁰. Ménélik II chercherait à prendre une revanche historique sur les guerres menées au XVI^e siècle par les troupes conquérantes de l'Imam Ahmad Guray qui auraient porté un sérieux coup au christianisme abyssin. Sa victoire contre les troupes italiennes mal préparées et en sous nombre¹¹ durant la bataille d'Adwa en 1896 et ses conquêtes ont donné naissance au nationalisme éthiopien ultérieurement. Il a mené une habile politique étrangère jouant les puissances coloniales européennes les unes contre les autres en

⁷ Selon l'Observatoire éthiopien de la Paix : <https://epo.acleddata.com/western-oromia-conflict/>

⁸ Mohamed Osman Omar, *The Scramble in the Horn of Africa. History of Somalia (1827–1977)*, Somali Publications, Mogadishu, 2001.

⁹ Saadia Touval, *Somali Nationalism. International Politics and the Drive for Unity in the Horn of Africa*, Harvard University Press, 1963.

¹⁰ Abebaw Y. Adamu, "Diversity in Ethiopia: A Historical Overview of Political Challenges", *The International Journal of Community Diversity*, Volume 12, 2013.

¹¹ 100 000 soldats abyssins contre 20 000 soldats italiens pour John Markakis, *Ethiopia: The Last Two Frontiers*, Woodbridge, Suffolk, UK: James Currey, 2011 ; 200 000 soldats abyssins contre 21 000 soldats italiens pour Roger Joint Daguene, *Histoire de la mer Rouge. De Lesseps à nos jours*, L'Harmattan, 1997.

se garantissant les armes¹² et soutiens nécessaires. Il a transformé l'Abyssinie composée de plusieurs royaumes en guerre les uns contre les autres en un royaume centralisé. Haïlé Sélassié, dont le père est apparenté à Ménélik II, a régné de 1930 à 1936 et de 1941 à 1974 en consolidant le pouvoir impérial et en intensifiant la politique d'amharisation¹³. Son règne est marqué aussi par sa défaite face aux troupes coloniales italiennes qui occuperont l'Éthiopie entre 1936 et 1941. De retour au pouvoir, il poursuivit la même politique étrangère habile que son prédécesseur auprès des puissances coloniales européennes dans la région. Il profita de la fin de la seconde guerre mondiale avec la défaite italienne et de la décolonisation des territoires somalis avec le départ annoncé des Britanniques pour s'emparer à travers des accords avec les Anglais des régions de l'Ogaden en 1948, du Hawd et de la Reserved Area en 1955.

2.2. Du djihadisme expansionniste à l'irrégentisme somali

Bien avant la colonisation, les territoires somalis sont composés de cités-États côtières et de nombreux royaumes dont le Sultanat d'Ifat (XII^e au XV^e siècle) avec Zeyla pour capitale et le Sultanat d'Awdal ou d'Adal (XV^e au XVI^e siècle) dirigé durant la période de sa splendeur par l'Imam Ahmad Guray¹⁴. Au XVI^e siècle, c'est à travers la guerre sainte contre les chrétiens abyssins que les Somalis, formant le fer de lance des troupes musulmanes sous la conduite de l'Imam Ahmad Guray, sont partis à la conquête de l'Abyssinie¹⁵. Les troupes musulmanes aidées par les Ottomans ont conquis des larges parts des territoires sous contrôle ou non des roitelets abyssins appuyés par les Portugais et élisent leur quartier général à Harar au milieu du XVI^e siècle¹⁶. Elles poursuivront leur expédition jusqu'aux territoires Amhara et Tigré. Au XIX^e siècle, l'entreprise expansionniste de Ménélik II en territoires somalis se heurtera aux troupes du Sayid Mohamed Abdulle Hassan, surnommé « The Poor Man of God » ou « The Mad Mullah »¹⁷. A plusieurs reprises entre 1900 et 1903, les troupes conjointes de Ménélik II et des Britanniques échoueront face aux Derviches du Sayid en sous nombre¹⁸. La colonisation européenne a fragmenté l'espace somali en plusieurs parties et les luttes pour les indépendances ont affaibli les Somalis et profité aux Abyssins.

¹² Hawi T. Tilahun, "Imperial Ethiopia: Conquest and the Case of National Articulation", *Tapestries: Interwoven voices of local and global identities*. Vol. 5 : Issue 1, 2016.

¹³ Mohammed Hassen Ali and Seyoum Hameso, "Ethiopia" in G. H. Herb, and D. H. Kaplan (eds), *Nations and Nationalism: A Global Historical Overview, Vol. 2, 1880-1945*, Santa Barbara, California: ABC-CLIO, 2008, pp. 736-746.

¹⁴ Marcel Djama, « Trajectoire du pouvoir en pays somali », *Cahiers d'Études Africaines*, Vol. 37, Cahier 146, La Corne dans tous ses États, 1997, pp. 403-428 ; Ali Abdirahman Hersi, *The Arab Factor in Somali History: The Origins and the Development of Arab Enterprise and Cultural Influences in the Somali Peninsula*, Los Angeles, University of California, Ph. D. thesis. 1977.

¹⁵ I. M. Lewis, *A Modern History of Somalia. Nation and State in the Horn of Africa*, Westview Press, 1988.

¹⁶ Amélie Chekroun, *Le Futūḥ al-Hābaša : Écriture de l'histoire, guerre et société dans le Bar Sa'ad ad-dīn (Éthiopie, XVI^e siècle)*, thèse de doctorat en histoire soutenue le 13 novembre 2013 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

¹⁷ Robert L. Hess, "The 'Mad Mullah' and Northern Somalia", *Journal of African History*, Vol. 5, No. 3, 1964, pp. 415-433.

¹⁸ Beaugard, Erving E., "Menelik II: Another Look", *University of Dayton Review*. Vol. 12: No. 3, Article 5, 1976 ; Aw Jaamac Cumar Ciise, *Taariikhdii Daraawiishta iyo Sayid Maxamad Cabdille Xasan (1895-1920)*, Centre d'Étude et de Recherche de Djibouti (CERD), 2^e édition, 2005.

En 1960, la Somalie indépendante réclame sans succès le retour de ces territoires. L'idée de la « Grande Somalie » est lancée en 1946 par le Somali Youth Club (SYC), ancêtre du Somali Youth League (SYL), avec la complicité des Anglais¹⁹. La Grande Somalie consiste à réunir sous un même État les peuples et territoires partageant la langue somalie et même au-delà. C'est ainsi qu'est né l'irrédentisme somali ou le nationalisme somali incluant le Somaliland britannique, la Somalie italienne, la Somalie française (Djibouti), les régions somalies d'Éthiopie et le Northern Frontier District (NFD) du Kenya. Depuis cette date, la Grande Somalie à travers son pendant l'irrédentisme somali est devenue la réponse stratégique à l'expansionnisme abyssin. L'idée de la Grande Somalie a grandement profité à Djibouti dans l'obtention de son indépendance en 1977 de la France. Les Somalis et les Abyssins dont la rivalité déjà plusieurs fois centenaires trouvèrent ainsi l'équilibre des moyens cognitifs qui présideront à leurs affrontements directs de 1964 et de 1977.

A partir de 1974, la détérioration de la situation intérieure éthiopienne avec le renversement du Négus, une junte fraîchement arrivée au pouvoir manquant d'expérience et confrontée à de multiples conflits civils et à l'instabilité politique générale dans laquelle l'Éthiopie semblait empêtrée offraient au président somalien, le Général Mohamed Siad Barre, l'occasion rêvée d'avancer ses pions pour récupérer les territoires somalis. La Somalie accentua son soutien à partir de cette année au Western Somali Liberation Front (WSLF) qui avait pour objectif de libérer la région Ogaden de l'Éthiopie. Le WSLF et les troupes somaliennes lancent les assauts en juin 1977 et obtiennent rapidement le contrôle de la région Somali d'Éthiopie. Cependant, un retournement de situation favorable à l'Éthiopie s'opère dès le début de l'année suivante à la suite des erreurs de stratégie diplomatique du pouvoir somalien sur le positionnement des deux superpuissances face à ce conflit²⁰. L'Éthiopie qui s'est entre temps alliée avec l'URSS obtient le soutien de cette dernière et de ses satellites comme Cuba, le Yémen du Sud et l'Allemagne de l'Est entre autres qui déploient leurs troupes au sol. L'agression somalienne est dénoncée par l'OUA, l'ONU et par les puissances internationales dont les États-Unis supposés alliés de la Somalie²¹. En 1991, la chute de l'État somalien, présidé par Mohamed Siad Barre, a mis un arrêt provisoire à l'idée de la Grande Somalie sans que toutefois elle ne meurt dans l'esprit des Somalis jusqu'à ce jour.

2.3. Le rêve d'un renouveau de l'expansionnisme abyssin avec Abiy

La politique expansionniste abyssinienne a connu un arrêt avec les indépendances de la Somalie, de Djibouti et de l'Érythrée plus tardivement. Mais les gouvernements éthiopiens successifs n'y ont jamais réellement renoncé en entretenant un discours avec des relents de revendications territoriales à l'égard de Djibouti, de la Somalie et de l'Érythrée. Ce discours se traduisait par une déformation constante des réalités historiques enseignées dans les écoles éthiopiennes et propagées dans les médias témoignant ainsi un profond déni vis-à-vis de l'existence même des autres États de la région qui ne seraient que des créations artificielles

¹⁹ Cedric Barnes, "The Somali Youth League, Ethiopian Somalis and the Greater Somalia Idea, c.1946-48", *Journal of Eastern African Studies*, 2007, pp. 277-291.

²⁰ I. M. Lewis, "The Ogaden and the Fragility of Somali Segmentary Nationalism", *African Affairs*, Vol. 88, No. 353, 1989, pp. 573-579.

²¹ Joseph K. Nkaisserry, *The Ogaden War: An Analysis of its Causes and its Impact on Regional Peace on the Horn of Africa*, US Army War College Carlisle Barracks, Pennsylvania, 1997.

résultant de la colonisation européenne. Dans l'esprit typiquement abyssin qui se voudrait sans complexe d'infériorité vis-à-vis des Européens, si ces derniers ont colonisé ces autres peuples de la corne rien n'empêcherait ou ne devrait empêcher les Éthiopiens d'en faire autant. Le TPLF qui a dominé l'Éthiopie de 1991 à 2018 avait transformé cette stratégie expansionniste primitive en hégémonie régionale sophistiquée à caractère sécuritaire, économique et diplomatique. Sous le TPLF, on parlait d'intégration régionale qui devrait déboucher à plus long terme en intégration politique qui signifierait pour des pays comme Djibouti en une annexion de facto, d'où le développement des différents projets d'interconnexion entre les deux pays. Mais leur objectif de rendre Djibouti complètement dépendante de l'Éthiopie a abouti à une forte interdépendance économique entre les deux pays et à certains égards à une dépendance de l'Éthiopie vis-à-vis de Djibouti. Une situation qui serait insupportable dans l'esprit des Éthiopiens jaloux de leur autonomie stratégique. Dans la même veine, le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn (2012-2018) insistait sur la nécessité d'une réconciliation avec l'Érythrée dans la recherche d'alternatives portuaires et une intégration plus poussée avec Djibouti.

A son arrivée au pouvoir, Abiy Ahmed a poursuivi dans cette voie dans un premier temps avant de montrer de l'impatience au lendemain de la guerre du Tigré gagnée avec le soutien de l'Érythrée et des Émirats arabes unis. La recherche d'alternatives portuaires à Djibouti s'est élargie à la Somalie de Farmaajo et au Kenya. Mais à la suite de sa brouille avec l'Érythrée, du changement de pouvoir à Mogadiscio, de la création d'une marine militaire et surtout d'une situation économique et politique compliquée en interne, Abiy adopte un ton menaçant dans la quête d'alternatives portuaires. Désormais, sous sa conduite, l'Éthiopie ne rechercherait plus des alternatives portuaires dans la région mais un port militaire et commercial qui lui appartiendrait. Dans un premier temps, il avait concentré ses efforts sur l'Érythrée ayant à l'esprit que viser Djibouti serait vain avec la présence des bases militaires étrangères. De même, ses tentatives de déstabilisation à l'égard de l'Érythrée et de Djibouti semblaient contreproductives et ne faisaient que compliquer ses relations avec ses voisins tout comme ses demandes inappropriées d'un port pour sa marine militaire étaient rejetées poliment.

Après avoir considéré que toutes les approches politiques ont été épuisées ou jugées trop lentes à produire les résultats escomptés, Abiy opte pour les menaces directes « par le dialogue ou par la force » afin d'arriver à son objectif irréaliste de disposer de son propre port.

3. Jeux des acteurs autour du MoU

Jeu des acteurs autour du MoU du 1 ^{er} janvier 2024 entre le Somaliland et l'Éthiopie			
Stratégies des acteurs			
Action sur ⇒ de ↓	Somaliland	Éthiopie	Somalie
Somaliland	<p><i>But :</i> Obtenir une reconnaissance de l'Éthiopie</p> <p><i>Problèmes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de reconnaissance - Velléité constante à l'égard de la Somalie - Perte de près de la moitié de son territoire lors du conflit civil de Las Anod en 2023 - Difficultés politiques du président actuel à rester au pouvoir <p><i>Moyen :</i> Un partenariat fort avec l'Éthiopie pourrait en partie résoudre ces multiples problèmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pressions sur l'Éthiopie pour se faire reconnaître - Compte sur le soutien sécuritaire de l'Éthiopie - Attend des retombées politiques internes et externes de ce partenariat - Usage du port de Berbera - Cherche à limiter l'accord à un accès maritime pour l'armée éthiopienne - Cherche à obtenir un bail à la hauteur 	<ul style="list-style-type: none"> - Se dit souveraine dans ses décisions et rejette l'autorité de la Somalie - Rappelle son indépendance séparée en 1960, la guerre civile avec le pouvoir de Mogadiscio et sa déclaration d'indépendance en 1991 - Encourage des manifestations populaires en soutien au MoU
Éthiopie	<ul style="list-style-type: none"> - Insiste sur une zone côtière pour installer une base militaire et créer son propre port commercial - L'emplacement devrait être le plus proche possible du territoire éthiopien pour réduire les coûts de transport - Réticence à reconnaître le Somaliland dans l'immédiat - Préférence à offrir au Somaliland des parts de participation dans le capital d'Ethiopian Airlines 	<p><i>But :</i> Obtenir une côte maritime par « le dialogue ou par la force »</p> <p><i>Problèmes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Difficultés économiques et financières résultantes des campagnes militaires couteuses (depuis 2020) - Pressions politiques et sociales multiples sur le pouvoir - Pays enclavé (depuis l'indépendance de l'Érythrée) <p><i>Moyen :</i> Une côte maritime propre à elle constituerait un moyen d'apaiser les tensions internes et un facteur d'unité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Feint d'ignorer et de ne pas comprendre les réactions de la Somalie - Persiste dans la mise en œuvre de son entente avec les autorités du Somaliland - Compte sur l'usure de la contestation de la Somalie
Somalie	<ul style="list-style-type: none"> - Rappelle son autorité et sa souveraineté sur le Somaliland - Cherche à raisonner les autorités et la population somalilandaises pour annuler le MoU - Encourage les mobilisations populaires contre le MoU 	<ul style="list-style-type: none"> - Pressions diplomatiques pour annuler le MoU - Cherche à nouer des alliances avec les adversaires de l'Éthiopie et de son régime - Cherche à réveiller le Somalinimo et le sentiment anti-éthiopien chez les Somalis 	<p><i>But :</i> Sauvegarder son unité, son intégrité territoriale et sa souveraineté</p> <p><i>Problèmes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse des institutions fédérales - Faiblesse de l'emprise du gouvernement fédéral sur les États membres - Fortes pressions politiques et sociales anti-éthiopiennes <p><i>Moyen :</i> L'échec de ce MoU par tous les moyens</p>

Le Somaliland et l'Éthiopie ont des interprétations différentes quant aux finalités de cette entente. Pour le premier, c'est la reconnaissance qui importe et pour la seconde, c'est la recherche d'un port militaire et commercial qui lui appartiendrait. L'Éthiopie ne semble pas prête de reconnaître officiellement le Somaliland du fait de sa situation intérieure compliquée et au regard de ses engagements internationaux et préfère lui substituer des parts dans le capital de sa compagnie aérienne. Elle ne prendrait pas le risque de galvaniser les tentations sécessionnistes de certains de ses États régionaux. Le Somaliland souhaiterait une reconnaissance immédiate et une plus grande utilisation du port de Berbera de la part de l'Éthiopie. Les divergences sous-jacentes à cette entente qui ne tient qu'à l'avenir politique incertain des deux signataires risqueraient de devenir insurmontables. Quant à la Somalie, elle cherche à maintenir son unité, sa souveraineté et son intégrité territoriale fragiles et n'a de vue que l'annulation de ce MoU.

4. Les scénarios possibles

4.1. *L'annulation pure et simple du MoU*

Les objectifs politiques des deux hommes semblent irréconciliables pour le moment. Abiy, par l'obtention d'un port militaire, espérait séduire ses anciens alliés, les Amharas, qui lui opposent une farouche résistance armée depuis un an et qui fragilisent son pouvoir. Il était convaincu que cette idée plairait au moins à leur écrasante majorité et lui permettrait de retrouver leur soutien à sa politique. Mais il s'est trompé de calculs et se rend compte qu'en dehors de quelques soutiens commandés ici et là par ses services, ses véritables opposants, cible de cette victoire stratégique déclarée, ont rejeté le MoU et dénoncé sa démarche. Pire encore les conditions de la mise en œuvre de ce MoU font douter ses propres soutiens au sein de son administration à commencer par les leaders issus des communautés Somali et Amhara. Sans compter les pressions diplomatiques internationales qui s'accroissent sur l'Éthiopie. Le MoU censé lui permettre de distraire les Éthiopiens des difficultés politiques et économiques persistantes s'est transformé en soi en un problème de plus pour son pouvoir. Les tentatives éthiopiennes de ramener la Somalie à la table de discussion ont échoué face à la condition préalable posée par cette dernière à tout dialogue bilatéral : un retrait officiel pur et simple de l'Éthiopie du MoU.

Si Muse Bihi rencontre plus de succès populaire qu'Abiy et subit moins de pressions à l'international, néanmoins, il n'a pas réussi à convaincre tous les Somalilandais. Les populations issues des côtes concernées par l'entente envisagent de faire sécession du Somaliland et rejoindre ainsi la Somalie à l'instar des habitants de SSC-Khatumo state l'année dernière. L'objectif espéré d'une reconnaissance éthiopienne du Somaliland s'éloigne. Ce que confirme la déclaration du ministre des Affaires étrangères somalilandais du mois de mars. Ce dernier a en substance rappeler que sans reconnaissance immédiate de l'Éthiopie, le Somaliland ne lui octroierait aucune côte. Par cette reconnaissance, Muse Bihi espérait non seulement la reconnaissance de l'Éthiopie mais également un soutien militaire pour reconquérir Las Anod. Ainsi pensait-il retrouver une virginité et une crédibilité politique qui lui seraient utiles pour

concourir à l'élection présidentielle de novembre 2024 et augmenter ses chances de demeurer au pouvoir.

La détermination des deux hommes vient du fait qu'ils aient lié leur avenir politique à la mise en œuvre des clauses de l'accord qui devrait suivre le MoU. D'ailleurs, cet accord qui était prévu pour le mois suivant la signature du MoU n'existe toujours pas trois mois après. Et il aurait du mal à émerger compte tenu des divergences flagrantes qui s'accumulent entre les deux parties.

4.2. La survie partielle du MoU

Le Somaliland et l'Éthiopie arrivent à surmonter leurs divergences quant à la reconnaissance immédiate pour le premier et pour la seconde en renonçant à la possibilité de développer son propre port commercial dans l'enclave côtière qui serait accordée. Le Somaliland pourrait se contenter d'octroyer la côte maritime à l'Éthiopie et ainsi bénéficier d'une coopération économique et commerciale étroite avec cette dernière, notamment l'augmentation des flux des marchandises transitant par le port de Berbera. Également, le Somaliland sachant bien que la reconnaissance ne serait pas pour demain pourrait, toutefois, se convaincre que la présence militaire éthiopienne lui servirait de rempart utile contre toute hostilité de la Somalie et de levier actionnable à souhait pour contraindre l'Éthiopie à lui apporter main forte militairement pour reconquérir Las Anod. De même l'Éthiopie, pour faire baisser les pressions internationales, pourrait renoncer temporairement à reconnaître le Somaliland et se contenter de l'obtention d'une côte maritime pour sa marine en remettant ses autres projets à une date ultérieure. Dans ce cas, pour la Somalie, cela consisterait à une mini victoire diplomatique mais ne convaincrerait certainement pas la majorité des Somalis. Elle sera tentée d'accentuer ses pressions sur l'Éthiopie et sur le Somaliland en interprétant ce geste comme une ruse de son ennemi historique qui chercherait toujours à s'approprier une partie de son territoire.

4.3. La guerre des ports

La guerre des ports consistant pour l'Éthiopie à mettre en compétition les ports des pays de la région pour se garantir des accès portuaires à moindre coût pourrait se transformer en la création implicite ou explicite d'une coalition des pays de la corne pour empêcher l'Éthiopie d'acquérir par le forcing son propre port. Rappelant que l'Éthiopie, pays enclavé, utilise aujourd'hui les ports djiboutiens à plus de 95% pour ses importations et exportations et le port de Berbera entre 1 à 3%.

Certains analystes de la région pensent que la menace que fait peser actuellement l'Éthiopie sur une côte somalienne serait tout aussi valable pour l'ensemble des pays limitrophes disposant d'une côte maritime. Ce que recherche l'Éthiopie, du mot même de son Premier ministre par « le dialogue ou par la force », c'est une côte maritime qui lui appartienne. Il faut rappeler que les déclarations à ce propos d'Abiy s'adressaient, certes, à l'ensemble des pays de la région mais selon un calendrier différent. Elles concernaient en particulier l'Érythrée dans l'immédiat et à plus long terme la Somalie (le port de Zeyla spécifiquement) et Djibouti. Le volte-face opéré par l'Éthiopie depuis la signature de ce MoU avec le Somaliland et son insistance malgré les pressions internationales montre qu'elle chercherait à se focaliser sur la

concrétisation de cette entente tout en isolant les autres pays concernés par sa stratégie initiale tous azimuts. Ce n'est qu'une question de temps avant que cette stratégie initiale ne revienne sur la table à Addis-Abeba. Par conséquent, que le MoU aboutisse partiellement ou intégralement ne changerait rien à la situation et les pays de la région continueront toujours de constituer des cibles de l'Éthiopie. C'est un calcul que pourrait faire des pays comme l'Érythrée ou Djibouti ou encore dans une moindre mesure le Kenya.

Ainsi pour ces pays, être aux côtés de la Somalie aujourd'hui pour faire échouer le projet éthiopien autour de ce MoU constituerait le moyen le plus simple et le moins cher de prévenir une menace éthiopienne directe sur leurs intérêts à l'avenir. Ces pays ou du moins certains feraient ces calculs officieusement même si officiellement ils appellent au dialogue entre Somaliens et Éthiopiens. Cette coalition bénéficierait du soutien égyptien, en rivalité avec l'Éthiopie dans l'utilisation des eaux du Nil captées par cette dernière dans un barrage qui risque de diminuer le débit du fleuve pour les pays en aval comme l'Égypte.

Conclusion

A moyen et long terme, cette entente comporte plusieurs dangers directs pour la région et pour Djibouti. Le risque de conflit est omniprésent compte tenu de la détermination affichée des différents acteurs. La signature d'un accord en remplacement du MoU constituerait une déclaration de guerre pour la Somalie qui serait forcément tentée d'agir militairement soit contre le Somaliland soit contre les troupes éthiopiennes qui tenteraient de s'installer sur ladite côte maritime. L'Éthiopie, afin de jouer sur une politique du fait accompli, pourrait ramener des troupes sur la côte à la fois pour sécuriser la zone et entamer les préparatifs en vue de l'installation d'une base militaire. Dans ces circonstances, la perspective d'un affrontement militaire, même si elle n'est pas pour demain, deviendrait réelle entre l'Éthiopie et la Somalie, soutenue probablement par ses alliées érythréen, égyptien et turc dans une moindre mesure. C'est une déflagration régionale qui se profile à l'horizon avec en plus les risques d'un conflit civil au Somaliland. En Éthiopie, les rebellions Oromos et Amharas pourraient accélérer leurs affrontements contre des troupes fédérales dispersées pour mettre à profit la situation et tenter de renverser le pouvoir d'Abiy.

Naturellement, cette situation sécuritaire impactera négativement l'économie de la région déjà fragilisée par le Covid-19, la guerre du Tigré, la morosité de l'économie éthiopienne, la guerre en Ukraine entre la Russie et le bloc occidental et la perturbation du trafic maritime dans le golfe d'Aden et la mer Rouge en écho aux bombardements des territoires palestiniens par Israël.

Cette entente met en péril des équilibres fragiles et des statu quo salutaires dans la région. La rupture de confiance se renforce à chaque jour entre la Somalie et l'Éthiopie, et par conséquent entre les pays de la corne, en l'absence de la renonciation éthiopienne quant à ce MoU. Il faut garder en tête l'histoire des relations tumultueuses entre la Somalie et l'Éthiopie et les nombreux conflits qui ont opposé les deux parties au XVI^e siècle, à la fin du XIX^e siècle, en

1964, en 1977 et en 2006 avec en toile de fond des justifications religieuses et des revendications territoriales suivant les époques. Le MoU a réveillé des vieux démons entre Somalis et Éthiopiens et pourrait enclencher un processus de confrontation qui va déstabiliser et fragiliser davantage la paix et la sécurité dans la corne de l'Afrique.

Djibouti, les pays de la région et la communauté internationale ont consenti beaucoup d'efforts depuis plus de trente ans pour remettre sur pied l'État somalien et ce travail n'est pas encore terminé. La Somalie a enregistré des progrès significatifs ces dernières années dans la stabilisation de ses institutions étatiques, dans le développement d'une économie dynamique et plus récemment dans la lutte contre Al-Shabaab. Tous ces efforts pourraient être perdus en cas de poursuite de cette entente. Tout le monde convient que la Somalie et la région n'ont pas besoin d'un nouveau front de guerre.

Aden Omar Abdillahi
Chercheur au CERD